

# Panorama de la Martinique

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Fort-de-France
Superficie	1 128 km <sup>2</sup>
Situation géographique	Arc antillais - New York à 3 150 km, Paris à 6 900 km, Pointe-à-Pitre à 200 km
Langues parlées	Français et créole
Monnaie	Euro (€)
Statut	Département et Région d'outre-mer (DROM) et Région ultrapériphérique (RUP)
Représentation nationale	4 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

### Repères historiques

L'histoire de la Martinique est étroitement liée à l'expansion coloniale européenne dans la Caraïbe. Toutefois, les premiers peuplements datent du deuxième millénaire avant notre ère, par des populations amérindiennes. Les premiers occupants seraient les Arawaks, venus de l'actuel Venezuela vers 100 av. J.-C. Entre le X<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle, une nouvelle civilisation arrive dans l'île : les Indiens caraïbes ou Kalina. Christophe Colomb « découvre » la Martinique, le 15 juin 1502, qu'il nomme Madinina (« Île aux fleurs »).

L'île devient française en 1635 avec l'installation permanente d'un groupe de colons emmené par le flibustier Pierre Belain d'Esnambouc. Son statut est celui d'une terre administrée et exploitée par une compagnie à vocation commerciale (la Compagnie des Isles d'Amérique) pour le compte de la couronne française. Le tabac, l'indigo, le café et la canne à sucre constituent tour à tour les cultures qui se développent dans l'île, au fil des conquêtes de terres arables, au détriment des Amérindiens, et dans le cadre d'un système économique reposant de plus en plus sur l'esclavage et la traite de populations noires d'Afrique. La Révolution française divise l'île entre révolutionnaires abolitionnistes et royalistes. En 1794, alors que la Convention décrète l'abolition de l'esclavage, le parti royaliste aidé par les Anglais reprend le contrôle de la Martinique. L'esclavage est rétabli. Il n'est pas remis en cause par la paix d'Amiens qui rétrocède la Martinique à la France en 1802. Le Code noir organise la vie économique et sociale jusqu'en 1848, année au cours de laquelle les décrets d'abolition de l'esclavage sont promulgués, sous l'impulsion du gouvernement provisoire.

Le 8 mai 1902, l'éruption de la montagne Pelée détruit entièrement la ville de Saint-Pierre, capitale de l'époque et principal centre économique, tuant ses 30 000 habitants. Fort-de-France devient alors la capitale de la Martinique. Portée par les leaders communistes de l'après-guerre, dont Aimé Césaire (1913-2008), la proposition de loi visant à une assimilation intégrale au statut départemental conduit à ériger la Martinique en département français, le 19 mars 1946. Cette volonté d'assimilation des Martiniquais se traduit par un vote massif en faveur de la constitution de la V<sup>e</sup> République, en 1958.

### Organisation institutionnelle

Bénéficiant du statut de département depuis 1946, la Martinique possède également le statut de région depuis 1982. Ce double ancrage institutionnel, aussi partagé par la Guadeloupe, la Guyane et La Réunion (et Mayotte<sup>1</sup> par la suite), est confirmé par la réforme constitutionnelle de 2003, créant la dénomination « département et région d'outre-mer (DROM) ».

Compte tenu de la complexité institutionnelle liée à la coexistence d'un conseil général et d'un conseil régional sur le même périmètre, deux référendums sont organisés en 2010. Lors de la première consultation, la transformation de la Martinique en une collectivité d'outre-mer (COM) régie par l'article 74 de la Constitution est rejetée. En revanche, au cours de la deuxième consultation, est adoptée la création d'une collectivité unique exerçant les compétences dévolues à la fois au conseil général et régional. Cette nouvelle collectivité reste, elle, régie par l'article 73 de la Constitution.

Les premières élections ont lieu en décembre 2015, instituant la collectivité territoriale de Martinique (CTM). Cette dernière est constituée de trois organes principaux : l'Assemblée (organe délibérant), le Conseil exécutif (organe exécutif) et le Conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation (organe consultatif). La CTM dispose d'habilitations spécifiques en matière de transport, de formation professionnelle et d'énergie, qui lui permettent d'adapter les lois et les règles applicables sur son territoire.

Au niveau communautaire, la Martinique, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire européen et permet de bénéficier des fonds structurels.

<sup>1</sup> Mayotte est un département qui exerce les compétences dévolues aux DROM.

## BAISSE ET VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

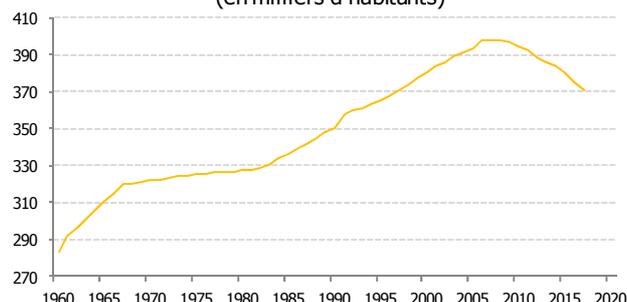
Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la population martiniquaise est estimée à 371 246 habitants, soit 0,6 % de la population nationale. Elle s'inscrit de nouveau en repli (-0,9 % sur un an), prolongeant la baisse tendancielle observée depuis une dizaine d'années. Depuis 2006, l'accroissement naturel n'est plus suffisant pour contrebalancer le déficit migratoire. Sur la période 2010-2017, le nombre d'habitants a diminué au rythme moyen de 0,7 % par an, soit +0,3 % dû au solde naturel et -1,0 % dû au solde migratoire.

Le déficit migratoire est principalement lié au départ des jeunes (études, recherche d'emploi), ce qui diminue le nombre d'habitants en âge de procréer. Compte tenu de la baisse du taux de natalité, la population martiniquaise vieillit (âge médian estimé à 45 ans en 2017, contre 37 ans en 2007). L'indice de vieillissement<sup>2</sup> s'élève à 87,8 % en 2017, contre 47,3 % en 2005. Selon les projections, la Martinique devrait devenir la deuxième région la plus âgée de France en 2040.

Indicateurs démographiques	Martinique	France <sup>1</sup>
Population (milliers, millions pour la France,) <sup>(e)</sup>	371,2	67,2
Part des moins de 20 ans (%), <sup>(e)</sup>	23,2	24,4
Part des 20 - 59 ans (%), <sup>(e)</sup>	49,2	50,0
Part des 60 et plus (%), <sup>(e)</sup>	27,6	25,6
Densité de population (hab./km <sup>2</sup> ) <sup>(e)</sup>	329	119
Croissance annuelle moy. de la pop. (% , 2010-2017)	-0,7	0,4
Taux de natalité (‰ habitants, 01/01/2017)	10,1	11,2
Taux de mortalité (‰ habitants, 01/01/2017)	8,8	9,1
Taux de mortalité infantile (‰ naissances, 2016)	10,8	3,8
Indicateur conjoncturel de fécondité (01/01/2016)	1,98	1,88
Espérance de vie des femmes à la naissance (ans, 01/01/2016)	84,7	85,3
Espérance de vie des hommes à la naissance (ans, 01/01/2016)	79,4	79,5

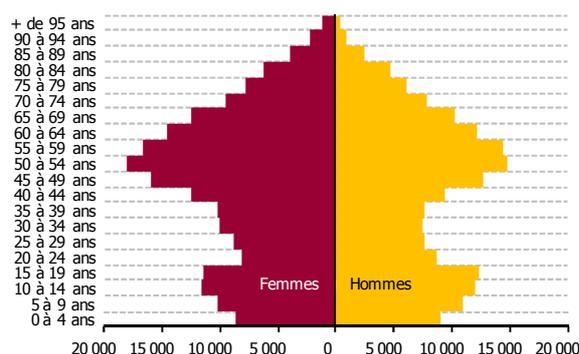
<sup>(1)</sup> France entière, <sup>(e)</sup> Estimations au 1<sup>er</sup> janvier 2018  
Source : Insee

Évolution de la population  
(en milliers d'habitants)



Source : Insee

Pyramide des âges en 2017



Source : Insee

## PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

En 2017, le PIB affiche une très légère hausse à +0,2 % (après -1,2 % en 2016). Comme l'année précédente, il est pénalisé par le recul de l'investissement (-3,2 %), ce dernier contribuant à hauteur de -0,6 point à l'évolution du PIB. La baisse de l'investissement s'explique par le secteur public (-26,8 %), quand l'investissement privé augmente faiblement (+1,6 %). S'agissant de la consommation, celle des ménages s'inscrit en hausse modeste de 0,1 %, et contribue pour +0,1 point à la croissance du PIB. En revanche, la consommation publique diminue (-2,3 %) et contribue négativement (-1,0 point). La faible croissance du PIB est soutenue par les contributions favorables de la balance extérieure (+1,0 point) du fait d'un recul des importations et d'une hausse des exportations liées au tourisme.

Principaux indicateurs économiques	Martinique	France entière
PIB (milliards d'euros courants, 2017)	8,6 <sup>(1)</sup>	2 292
Taux de croissance du PIB (% , en volume, 2017)	+0,2 <sup>(1)</sup>	+2,2
PIB par habitant (euros courants, 2017)	23 188 <sup>(1)</sup>	34 151
Taux d'inflation (% , ipc, en moyenne annuelle, 2017)	+0,7	+1,0
Taux de chômage (% , au sens du BIT, 2017)	17,8	9,4
Indicateur du climat des affaires (points, 2017)	100,6	

<sup>(1)</sup> Estimations CEROM

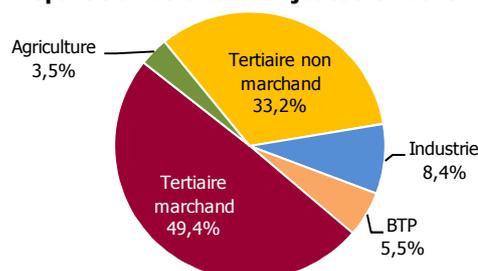
Sources : Insee, CEROM

### Retour de l'inflation

Alors que l'année 2016 avait été marquée par une diminution globale des prix (-0,2 % en moyenne annuelle), les prix à la consommation repartent à la hausse en 2017 (+0,7 %). Ce retour de l'inflation s'explique principalement par la progression du coût de l'énergie (+7,5 %).

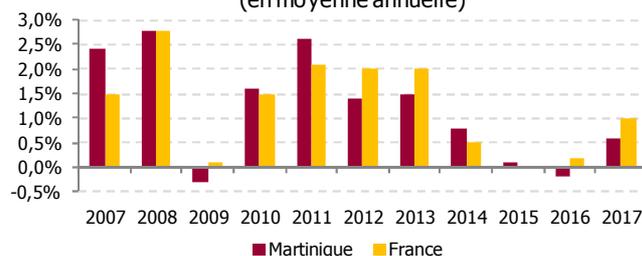
Si l'inflation est plus faible qu'au niveau national (+1,0 %), le niveau général des prix demeure plus élevé (+12,3 % selon l'Insee – enquête de comparaison spatiale des prix de 2015 – avec une différence encore plus marquée pour les produits alimentaires, +38,2 %).

Répartition de la valeur ajoutée en 2015



Source : Insee

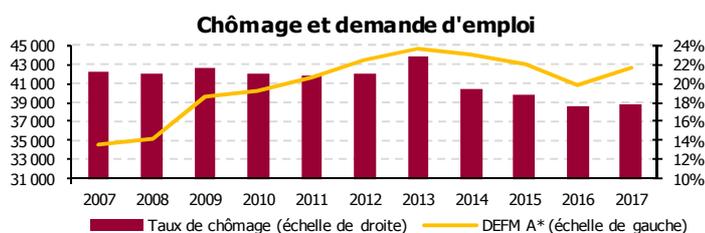
Évolution des prix à la consommation  
(en moyenne annuelle)



Source : Insee

<sup>2</sup> Rapport de la population des 65 ans et plus, sur la population de moins de 20 ans.

## Taux de chômage élevé, et prédominance du tertiaire dans l'emploi



\*DEMF A : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A

Sources : DIECCTE, Insee

Emploi 2017		Effectifs	%
<b>Ensemble des emplois</b>		126 100	100
<b>Type de contrat</b>			
Emplois non salariés		16 700	13
Emplois salariés		109 400	87
dont CDI		91 500	73
dont autres (CDD, interim, apprentissage)		17 900	14
<b>Secteur</b>			
Agriculture		5 100	4
Industrie		8 300	7
Construction		7 900	6
Tertiaire		102 000	81
Autre		2 700	2

Source : Insee

Après trois ans de baisses successives, le taux de chômage enregistre une légère hausse en 2017 (+0,2 pt sur un an). Il s'établit à 17,8 %, soit un niveau bien supérieur au niveau national (9,4 %). Les jeunes de moins de 25 ans restent les plus touchés, avec un taux de chômage de 50,1 % (contre 18,3 % pour les 25-49 ans et 12,3 % pour les seniors). Le faible niveau de formation constitue un frein à l'accès à l'emploi, puisque 24,2 % des actifs sans diplôme sont sans emploi, contre 19 % pour les titulaires du baccalauréat et 10 % pour les diplômés à bac+2. Néanmoins, le marché du travail martiniquais reste moins dégradé que celui des autres DOM, qui connaissent tous un taux de chômage supérieur à 22 %.

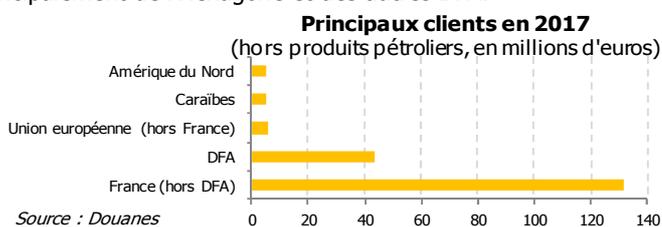
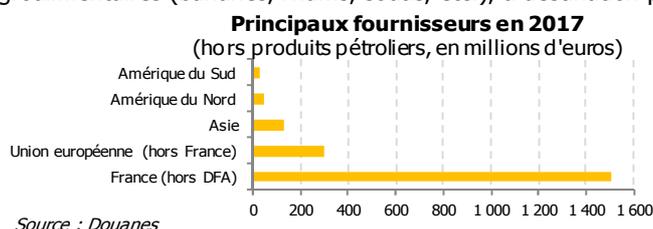
Au 31 décembre 2017, le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 57 962, dont 42 671 pour la catégorie A (respectivement +0,3 % et -3,0 % en trois ans). Le nombre d'allocataires de Pôle emploi est de 24 036 (15 574 sont bénéficiaires de l'assurance chômage, 6 937 du régime solidarité-État), soit +6,7 % en trois ans.

S'agissant de l'emploi, le tertiaire est le premier secteur pourvoyeur d'emplois de l'île. En 2017, il regroupe 81 % de la population active occupée, soit 102 200 personnes. Les effectifs de la fonction publique représentaient quant à eux 41 800 personnes en 2016 dont 41 % exerçaient dans la fonction publique territoriale, 39 % dans la fonction publique d'État et 20 % dans la fonction publique hospitalière.

## Déficit structurel du commerce extérieur

En 2017, la Martinique a importé 2,7 milliards d'euros de biens (dont 2,2 milliards hors produits pétroliers<sup>3</sup>), pour 0,4 milliard d'euros exportés (dont 0,2 milliard hors produits pétroliers). Le solde des échanges extérieurs s'établit ainsi à -2,3 milliards d'euros.

Hors produits pétroliers, les importations concernent principalement des biens de consommation non durables (produits agroalimentaires, pharmaceutiques, textiles, etc.) et des biens d'investissement (automobile, équipement industriel, etc.) ; elles proviennent essentiellement de l'Hexagone. De même, les exportations sont constituées en premier lieu de produits agroalimentaires (bananes, rhums, sodas, etc.), à destination principalement de l'Hexagone et des autres DFA.



Principales importations en valeur (millions d'euros)	2017
Biens d'investissement	722
Biens de consommation durables	124
Biens de consommation non durables	761
Biens intermédiaires	483
Biens hors MIG (y compris produits agricoles)	74
Produits pétroliers	505
<b>Importations totales</b>	<b>2 669</b>
<b>Importations hors produits pétroliers</b>	<b>2 164</b>

Source : Douanes

Principales exportations en valeur (millions d'euros)	2017
Biens d'investissement	34
Biens de consommation durables	2
Biens de consommation non durables	76
Biens intermédiaires	13
Biens hors MIG (y compris produits agricoles)	71
Produits pétroliers	162
<b>Exportations totales</b>	<b>358</b>
<b>Exportations hors produits pétroliers</b>	<b>196</b>

## PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La Martinique présente les caractéristiques d'une économie moderne et fortement tertiaisée ; en 2015, les services représentent 82,6 % de la richesse produite (78,4 % pour l'Hexagone). La part des services non marchands est particulièrement importante, en lien avec le poids des services publics (33,2 % de la valeur ajoutée contre 22,4 % au niveau national). Les services marchands représentent 49,4 % du PIB ; parmi eux, les services administratifs et de soutien aux entreprises, ainsi que les activités scientifiques et techniques, ont accru leur part dans la valeur ajoutée au détriment de celles du commerce, des transports, et de l'hôtellerie-restauration. Les filières traditionnelles (banane, canne-sucre-rhum), d'un faible poids apparent en termes de valeur ajoutée, jouent un rôle important dans l'équilibre social et territorial de l'île.

Principaux indicateurs sectoriels	2017		2017	
	2017	TCAM* 2017/2007	2017	TCAM* 2017/2007
Production de canne à sucre (tonnes)	208 770	-0,7 %	Ventes de ciment (tonnes)	158 713 -5,0 %
Production de sucre (tonnes)	1 944	-10,4 %	Nombre de touristes	1 041 139 +5,2 %
Production de rhum (hectolitres d'alcool pur)	96 369	+0,1 %	Dont croisiéristes	405 553 +18,9 %
Expéditions de bananes (tonnes)	119 045	-1,1 %	Nombre de passagers à l'aéroport	1 852 786 +1,5 %
Production de viande** (tonnes, hors volailles)	3 863	nd	Chiffre d'affaires des hypermarchés (milliers d'euros)	567 761 +2,7 %

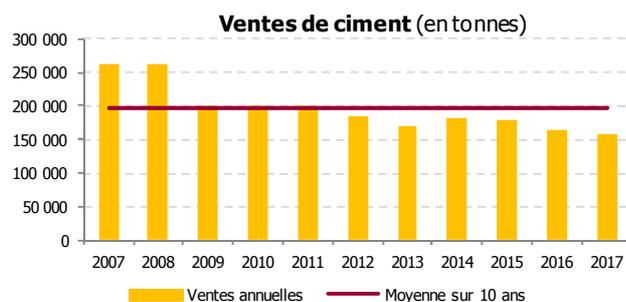
\*TCAM : taux de croissance annuel moyen

Sources : CTC5, FEL hebdo, SEM des abattoirs de la Martinique, Ciments Antillais, CMT, CCIM, DIECCTE

<sup>3</sup> L'énergie représente une part significative des échanges extérieurs de la Martinique en raison de l'implantation de la SARA (Société Anonyme de Raffinerie des Antilles), qui exporte des carburants raffinés, essentiellement vers la Guadeloupe et la Guyane.

## Secteur du BTP en berne

Avec les crises économiques et sociales de 2008-2009 et le réaménagement du dispositif de défiscalisation, l'activité du secteur du BTP a fortement chuté au cours des dix dernières années<sup>4</sup>. Depuis, elle ne parvient pas à retrouver son niveau d'avant-crise. L'activité est fortement dépendante des projets lancés par les organismes publics ; or les dernières années n'ont pas vu naître de nouveaux chantiers de grande importance. En 2017, les ventes de ciment ont reculé pour la troisième année consécutive pour atteindre un niveau historiquement bas, à 158 713 tonnes. Les importations des autres principaux matériaux de construction (bois, carrelage, éléments en métal pour la construction) progressent sur la dernière année, mais affichent tout de même une baisse sur la décennie. De même, les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel pour l'achèvement de logements neufs diminuent sensiblement depuis plusieurs années (-52,7 % entre 2009 et 2017), également en lien avec la raréfaction et l'escarpement du foncier en Martinique.

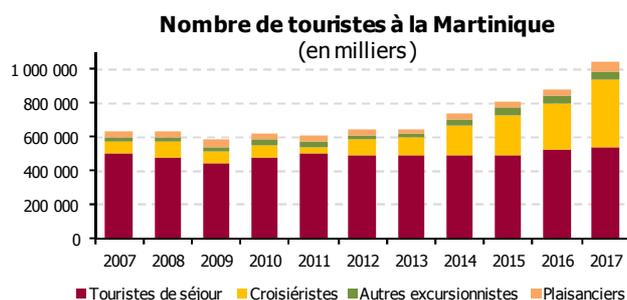


Source : Ciments Antillais

## Activité record du secteur touristique

La Martinique a dépassé la barre du million de visiteurs en 2017, ce qui n'avait plus été le cas depuis 1998. En effet, après avoir atteint son niveau le plus bas en 2009, le nombre de touristes n'avait que légèrement progressé en 2010 avant de stagner pendant plusieurs années consécutives. Depuis 2014, le dynamisme de la croisière, et dans une moindre mesure de la plaisance, a permis au secteur de retrouver une certaine vigueur.

S'agissant du tourisme de séjour, la prépondérance des Français hexagonaux parmi la clientèle a diminué au cours des dernières années, en lien avec la croissance de la demande de la clientèle locale, et plus récemment avec l'ouverture de nouvelles lignes aériennes directes avec le continent américain (-12 % de nuitées pour les clients en provenance de l'Hexagone, contre +39 % pour les clients locaux et DOM et +219 % pour les Américains, entre 2009 et 2017). Compte tenu, notamment de la diversification de l'origine de la clientèle, le taux d'occupation moyen des hôtels est passé de 51,3 % en 2008, à 60,5 % en 2017.



Source : CMT

## FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

En 2017, le nombre d'établissements de crédit installés en Martinique s'établit à 19 (9 banques, 5 établissements de crédit spécialisés, 4 sociétés de financement, et 1 établissement à statut particulier). Ils comptent 148 agences (dont 139 agences bancaires), emploient 1 440 collaborateurs, et gèrent 1,1 million de comptes de dépôts ou d'épargne.

Indicateurs monétaires et financiers	2007	2017
Nombre d'habitants par guichet bancaire permanent	2 687	2 690
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 220	1 006
Nombre de comptes bancaires par habitant	3,10	3,06
Actifs financiers des agents économiques (millions d'euros)	5 670	7 957
Encours de crédits sains des agents économiques (millions d'euros)	6 470	9 112
Taux de créances douteuses brutes (EC locaux)	6,8 %	6,0 %

Source : IEDOM

Sur la période 2007-2017, l'encours sain de crédits progresse en moyenne de 3,5 % par an. Les ménages contribuent largement à cette hausse, puisque leurs crédits enregistrent une croissance annuelle moyenne de 3,7 % (+4,8 % pour les crédits à l'habitat et +1,4 % pour les crédits à la consommation). À noter que si les crédits à l'habitat croissent de façon régulière, les crédits à la consommation ne sont repartis à la hausse qu'en 2015, après plusieurs années de repli. S'agissant des entreprises, leur encours augmente de 2,2 % par an en moyenne sur la décennie (+4,7 % pour l'investissement et -2,4 % pour l'exploitation), ce qui ne doit pas masquer des stagnations voire des reculs de l'encours en 2009, puis entre 2011 et 2013. Enfin, les crédits aux collectivités affichent la plus forte progression sur la période (+5,1 %), en dépit d'une tendance baissière sur les dernières années.

Le taux de créances douteuses brutes s'est globalement amélioré sur la décennie (-0,8 point). À 6,0 %, il demeure néanmoins élevé comparativement à celui observé en France entière (3,7 % en 2016), et supérieur à celui des autres DOM.

Indicateurs entreprises	2017
Actifs financiers (millions d'euros)	2 128
Encours de crédits sains (millions d'euros)	3 666
dont crédits d'investissement	60,7 %
dont crédits immobiliers	29,6 %
dont crédits d'exploitation	9,6 %
Taux débiteur moyen du crédit à l'équipement	1,99 %
Taux débiteur moyen du crédit de trésorerie échancée	3,71 %
Personnes morales en interdiction bancaire	2 231

Source : IEDOM

Indicateurs ménages	2017
Actifs financiers (millions d'euros)	5 404
Encours de crédits sains (millions d'euros)	3 727
dont crédits à l'habitat	71,1 %
dont crédits à la consommation	28,7 %
Taux débiteur moyen du crédit à l'habitat	1,90 %
Taux débiteur moyen du prêt personnel	4,38 %
Nombre de dossiers de surendettement déposés	446
Personnes physiques en interdiction bancaire	13 524

<sup>4</sup> Voir [Note Expresse n°521 - Le secteur du BTP en Martinique](#)